CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Forum du mardi 10 janvier 2023
animé par Vincent Biloa :

Crise diplomatique France Mali : la fin de la Françafrique ?

Après la décision de stopper l'opération Barkhane, les derniers soldats français ont quitté le Mali en 2022. La France, ainsi que les pays occidentaux, reprochent à la junte au pouvoir à Bamako sa collaboration avec les mercenaires russes, bras armés de la diplomatie du Kremlin. La situation est assez semblable en Centrafrique et au Burkina Faso.

Quelles pourraient être les causes, conséquences et perspectives de la crise diplomatique entre la France et le Mali et certaines de ses ex-colonies en Afrique sub-saharienne ?

Vincent Biloa, Français d'origine camerounaise apporte en introduction des informations issues du milieu diplomatique africain en France, du milieu diplomatique français et fait référence à ce que les médias français disent du sujet.

***

Bref historique de la présence française en AOF et AEF

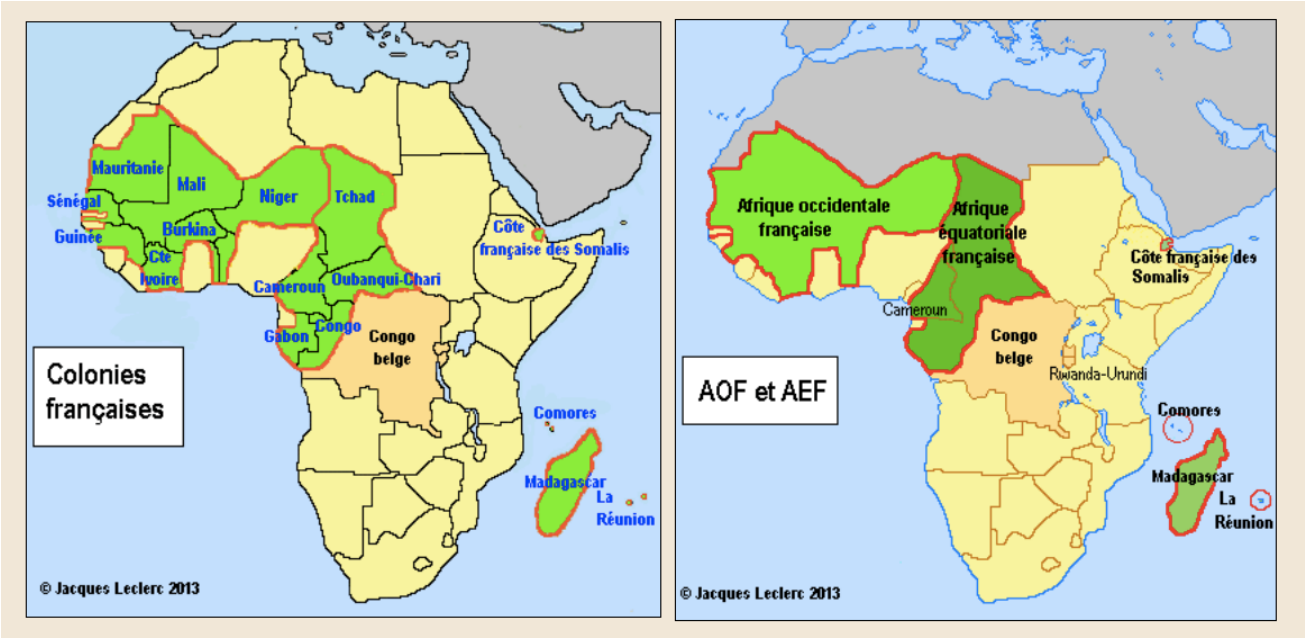
L'Afrique française désigne l'ensemble des colonies africaines ayant appartenu à la France.
La Françafrique désigne l'ensemble des relations exercées par la France avec ses anciennes possessions. Jacques Foccart, conseiller du Général de Gaulle dans les années 60 a été le constructeur de ce tissu de relations.

Les possessions françaises sur le continent africain se partageaient entre l'Afrique du Nord (l'A.F.N.) et l'Afrique sub-saharienne (l'A.O.F. et l'A.E.F.). Après 1896, se sont ajoutées les possessions françaises de l'océan Indien dont Madagascar Mayotte et les Comores.

L'Afrique-Occidentale française (AOF) regroupait huit colonies françaises d'Afrique de l'Ouest entre 1895 et 1958. Elle réunit à terme la Mauritanie, le Sénégal, le Soudan français (devenu le Mali), la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Niger, la Haute-Volta (devenue le Burkina Faso), le Dahomey (devenu le Bénin) et le territoire sous mandat du Togo.

L'Afrique-Équatoriale française (A.-E.F.) regroupe quand à elle quatre colonies françaises d'Afrique centrale entre 1910 et 1958. Elle réunissait le Gabon, le Moyen-Congo (dont une partie correspond au Gabon, une autre à l'actuelle République du Congo), le Tchad et l'Oubangui-Chari (devenu la République centrafricaine).

Source : Wikipédia



La Lune de miel entre la France et le Mali de 2012 2013

17 janvier 2012 : Coup d'envoi de la lutte armée des rebelles touaregs du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), avec l'attaque sur les positions armées maliennes et la prise d'Aguelhok, dans le nord du pays.

6 avril 2012 : Déclaration de l'indépendance de l'Azawad, territoire dans le nord du pays, par les rebelles touaregs, soutenus par le groupe islamiste Ansar Dine. Les villes importantes de Kidal, de Gao et Tombouctou passent aux mains des rebelles.

28 juin 2012 : Départ de Tombouctou des rebelles touaregs du MNLA. Les islamistes du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) prennent le contrôle total de Gao après en avoir chassé les indépendantistes touaregs.

10 janvier 2013 : Début de l'offensive des islamistes vers le sud du pays. Quelque 1 200 combattants islamistes s'emparent de Konna, menaçant de continuer leur offensive vers le Sud. Le président Traoré sollicite l'aide militaire de la France. L'ONU demande un « déploiement rapide » de la force internationale devant la « grave détérioration de la situation ».

11 janvier 2013 : Lancement de l'intervention militaire française dans le cadre d'une opération baptisée « Serval ». Avec le soutien de la France, l'armée malienne lance une contre-offensive de grande envergure et réussit à reprendre aux insurgés islamistes le contrôle de Konna (le 18 janvier), Diabali et Douentza (le 21 janvier), Gao (le 26 janvier), Tombouctou (le 30 janvier).

02 février 2013 : Visite du président français, François Hollande, à Bamako et Tombouctou. Qui parle de « La journée la plus importante de ma vie politique» à Bamako.

Source : RFI web
https://www.rfi.fr/fr/afrique/20130719-mali-presidentielle-dates-chronologie-crise

La crise diplomatique en 6 actes

1. Le point de départ de ces tensions est un changement de dirigeants à la tête du Mali, survenu à l'été 2020.
Le 18 août 2020, des militaires déposent le président Ibrahim Boubakar Keita, qui annonce sa démission à la télévision. Dans la foulée, Jean-Yves Le Drian déclare que la France condamne « avec la plus grande fermeté la mutinerie » alors en cours.

2. La montée d'un sentiment anti-français.
Depuis ce coup d'État, les relations bilatérales ne cessent de se détériorer, d'autant que les putschistes sont entrés en résistance face à une grande partie de la communauté internationale, dont ses voisins, et qu'ils soufflent sur les braises d'un sentiment anti-français latent dans la région. Des manifestations contre la présence de la France et d'autres puissances étrangères sont ainsi régulièrement organisées dans le pays.

3. Le coup d'Etat dans le coup d'Etat.
Un nouveau coup de théâtre a lieu en mai 2021 : les militaires déposent le président et le premier ministre de transition, qui avaient été installés au pouvoir suite au putsch de l'été 2020. Quelques jours plus tard, le colonel Assimi Goïta, leader de la junte, prête serment en tant que président de transition.
De son côté, Emmanuel Macron dénonce « un coup d'État dans le coup d'État inacceptable qui appelle à des sanctions ».

4. Des tensions autour de la modification du dispositif français au Mali.
La réduction du dispositif de l'opération Barkhane est elle aussi source de tensions. Annoncée par Emmanuel Macron en juin 2021, elle est considérée par le premier ministre malien comme étant un « abandon en plein vol ». Ces accusations de Choguel Kokalla Maïga, tenues à la tribune de l'ONU en septembre 2021, passent mal à Paris, qui estime, par la voix de Florence Parly, la ministre des Armées, qu'elles sont « indécentes » et « inacceptables ». Emmanuel Macron parlera lui d'une « honte ». Des propos qui vaudront à l'ambassadeur français d'être convoqué par Bamako.

5. Le potentiel recours à l'armée privée russe Wagner est condamné par la France
Les semaines suivantes, la tension monte encore d'un cran autour de la question du recours possible par les autorités maliennes aux services du groupe Wagner, une armée privée russe réputée proche du Kremlin et soupçonnée d'exactions en Centrafrique, où le groupe est également présent.
En visite au Mali, Florence Parly indique que la France « n'allait pas pouvoir cohabiter avec des mercenaires », marquant là l'opposition de Paris à la présence de ce groupe.
La junte dément vouloir recourir à ces mercenaires russes mais diplomates et agents de renseignements français affirment preuves à l'appui le contraire.

6. L'ambassadeur français sommé de quitter le Mali

La relation entre les deux États se dégrade encore fin de mois de janvier 2022. Après que Florence Parly a dénoncé « les provocations » de la junte malienne, un représentant de celle-ci dénonce les « réflexes coloniaux » dont fait selon lui preuve la ministre française. Enfin, lundi 31 janvier, la télévision d'État annonçait que la junte expulsait l'ambassadeur français de Bamako et l'invite à quitter le territoire national dans un délai de 72 heures. Selon Gabriel Attal, le porte-parole du gouvernement, les autorités françaises se donnent jusqu'à « mi-février » pour « prévoir une adaptation » de leur dispositif au Mali au regard de « l'isolement progressif » du pays.

Source : Ouest France
https://www.ouest-france.fr/monde/mali/tensions-entre-la-france-et-le-mali-la-crise-diplomatique-resumee-en-six-actes-9618c3b8-836d-11ec-b2cd-3fc4271a923f

Les acteurs

Assimi Goïta, né en 1983, est un militaire. Secret et discret, l'ancien commandant des Forces spéciales prend officiellement la tête du Mali en mai 2021, à la suite d'un nouveau putsch orchestré par un groupe de cinq colonels dont il fait partie. Il aurait été choisi en raison de sa personnalité discrète.

Cheikh Mahmoud Dicko, né vers 1954, est un imam malien originaire de la région de Tombouctou qui a présidé le Haut Conseil islamique malien (HCIM) de janvier 2008 à avril 2019. Leader politico-religieux, considéré en 2020 comme l'une des personnalités les plus influentes du pays, il a servi de médiateur entre le gouvernement malien et des groupes djihadistes dans le nord du pays. Après avoir soutenu le président Ibrahim Boubacar Keïta lors des élections de 2013, il est passé dans l'opposition en 2017. Il parraine, ensuite plusieurs manifestations importantes contre le président Keïta.

Abdoulaye Diop, né en 1965 est Ministre des Affaires étrangères.
Ce diplomate de carrière et fonctionnaire international est diplômé l'École nationale d'administration d'Alger (ENA), de l'Université de Paris XI (Sceaux) et de l'Institut international d'administration publique de Paris (IIAP). Il est très présent sur les réseaux sociaux et a des prises de parole agressives contre les occidentaux et les Français.

Ibrahim Boubakar Keita dit IBK est l'ancien président déposé. Il symbolisait les collusions entre la France et l'Afrique.

Emmanuel Macron Président français.

Jean Yves Le Drian Ministre des affaires étrangères.

Florence Parly Ministre de la défense

Analyse du point de vue français

Causes :
La concurrence d'autres puissances qui cherchent à exploiter les frustrations (visas, chômage des jeunes, absence de perspectives...) et le désarroi des Maliens face à la progression djihadiste. L'élite malienne, y compris dans sa composante militaire, préfère, plutôt que de faire son autocritique et de prendre conscience de son incurie, s'en prendre à la France, bouc émissaire à qui l'on prête l'origine de tous les maux;

Conséquences à craindre :
Aggravation du sous-développement malien, isolement par rapport aux partenaires fiables (UE, Etats membres, France...) et aux voisins africains, progression des djihadistes et de l'islamisation extrême, pillage des ressources minières, corruption galopante...;

Perspectives
- pessimistes : effondrement de l'État malien, scénario à la somalienne,
- plus optimiste : prise de conscience du péril de l'isolement et des djihadistes. La libération des soldats ivoiriens permet de penser que les autorités maliennes penchent plutôt pour ce scénario de normalisation.

Source : Diplomates français

Analyse des points de vue africains

Sénégal :
Tant que la France persistera à se mêler des affaires politiques et économiques et à soutenir nos calamiteux dirigeants, elle sera toujours désignée comme coresponsable des difficultés du continent. Par ailleurs, le traitement discriminatoire que l'Etat français inflige aux afro descendants dans les banlieues françaises est perçu comme une autre forme d'humiliation.

Tunisie :
Le problème des visas est central. La restriction du regroupement familial, et le non respect du cadre législatif par les consulats français conduit à la montée du sentiment antifrançais qui va de pair avec celui du nationalisme.

Burkina Faso ;
Ras-le-bol de la jeunesse et sentiment d'abandon. Elle en a assez du passé colonial, de l'arrogance de certains politiques français, des discours infantilisants. Surtout, ces jeunes-là voient leur pays détruit, sa population massacrée par les attaques djihadistes. Et, en même temps, il y a cette grande puissance militaire qui réside sur son sol depuis des années. Elle ne comprend pas pourquoi la France n'est pas plus impliquée puisque « nos tirailleurs se sont battus pour la sauver ».

Mali :
La France n'a pas gagné la guerre promesse originelle. « Elle est partie et nous non plus, nous ne l'avons pas encore gagnée. Mais il y a l'humiliation en moins ». Au Mali, toute une génération de militaires a vécu dans sa chair ce que cette guerre veut dire. Des jeunes ont été projetés sur le terrain, sans autonomie de pensée ou d'analyse de la situation. Quand les Maliens disaient : « Laissez-nous tenter le dialogue avec Iyad et Koufa », la France répondait : « Il n'en est pas question ! ». Et les gens tombaient – et tombent encore – comme des mouches. C'est tout cela qui les a amenés à tenir tête au diktat de Macron.

Cote d'ivoire :
« La loi française sur les frais d'études a fait l'effet d'une douche froide en Afrique »
Une distance s'est installée. On sait que si on leur demande de choisir parmi des pays étrangers pour leurs études, la France ne viendra plus forcément en première place. Cela a été renforcé par la loi en France sur les frais d'études. Désormais, les jeunes Ivoiriens,

même s'ils sont binationaux, ne sont pas sûrs qu'ils pourront trouver leur place en France. On peut d'ailleurs se demander si la France a encore besoin des Africains.

Togo :
Les jeunes d'aujourd'hui, dont l'avenir est bouché, ont saisi les rapports de force à l'œuvre. Ils dénoncent le bradage de leurs ressources au profit de leurs élites et de puissances étrangères comme l'ancien colonisateur.

Cameroun :
« C'est à nous, Africains, d'avoir des responsables capables de parler d'égal à égal avec la France, la Chine ou la Russie ». Ce sentiment se cristallise essentiellement sur le symbole du franc CFA monnaie qualifiée de coloniale.

Tchad :
A partir d'Idriss Déby, l'agenda politique de la France n'a plus changé et s'est concentré sur la stabilité. Sourde et aveugle, la France ne semble entendre rien d'autre que le maintien de cette stabilité, quel qu'en soit le prix.

Centrafrique :
« Les Centrafricains ont eu le sentiment d'être abandonnés par la France »
Quand, en mars 2013, après avoir commis des actes barbares, la Séléka, une coalition de groupes armés à dominante musulmane, a chassé du pouvoir le président François Bozizé, la Centrafrique est devenue un non-Etat. L'opération « Sangaris » lancée par l'armée française en décembre 2013 avec l'accord des Nations unies a été un salut pour le peuple. Mais il est vrai que lorsqu'elle a pris fin, trois ans plus tard, cela a donné le sentiment aux Centrafricains d'être abandonnés : « nous étions réellement minés, consternés ».

Madagascar :
La misère, la frustration des populations s'inscrit dans un paysage où la France reste militairement présente, ce qui perpétue ce sentiment de domination. Elle a le sentiment d'être envahie.

Source : journal Le Monde 22 décembre 2022

Est ce la fin de la Françafrique ?

Malgré sa perte d'influence, la France reste encore incontournable dans ses ex colonies (Association Française pour le Développement, via l'Union Européenne, entreprises françaises).
Les bouleversements géopolitiques amènent les pays occidentaux à une position qui défend la paix et la stabilité politique et économique au détriment des valeurs démocratiques et droits de l'homme.
La poignée de main de Biden à « MBS » alors qu'il avait dans son engagement de campagne, dit qu'il ferait de l'Arabie Saoudite un Etat paria après l'assassinat par les services saoudiens de Jamal Kashoggi, montre que les Occidentaux sont prêts à renier leurs valeurs.
L'adoubement du fils de Deby pendant les obsèques de ce dernier, montre l'influence de la France. La visite de Paul Biya en juillet 2022 en est un autre signe.

La réponse est donc clairement non.

***

Quelle concurrence d'autres impérialismes, en particulier de la Chine et des Etats Unis ?

Oui la Russie fait un travail important de lobbying pour tailler des croupières à la France. Tout comme le sommet USA Afrique organisé par Biden qui vise à déplacer la France.

La question qui empoisonne les relations entre France et Afrique est le retour des ressortissants victimes d'OQTF.
Oui, cela fait bien partie des problèmes

Comment interpréter le désengagement de Bolloré qui a abandonné sa stratégie dans les ports et la logistique ?

La France est en concurrence avec la banque chinoise EximBank. Les banques françaises ont parfois du mal à trouver des projets. La Chine ou d'autres pays font le maximum pour gêner la France et piquer des projets aux banques françaises.

Un fonctionnaire Africain :
Je voulais revenir sur le serpent de mer de la Françafrique. Nous avons des rapports de culpabilité sur ce sujet là. La France défend ses intérêts comme les autres pays. Je suis toujours embêté avec ce vocable : voulons nous que la France se retire tout à fait ? Elle se retire du Mali et revient au Rwanda. Ne faudrait-il pas changer de nom à ce phénomène de défense de nos intérêts ?

En France habitent un nombre significatif de Maliens. Comment ces gens vivent cette crise ? Que disent leurs associations ? Mr Darmanin a-t-il discrètement mis ces personnes sous surveillance ?

Le journal Le Monde relaie un tiraillement des Maliens résidant en France entre l'attachement à la France et la situation au Mali.

Je n'ai pas une connaissance fine de ce qui se passe. Quel est le rapport entre politique et économique ? L'économique ne prend-il pas le pas sur le politique. La Chine qui ne demande aucun compte politique a-t-elle raison ?

La guerre ethnique, je suis du Nord du Mali avons cohabité avec les Touaregs pendant des siècles. Les Touaregs qui étaient en Libye ont été accueilli. Ils sont venus avec leurs armes et l'idée de conquérir le nord.
Les Djihadistes au Nord du Mali sont des bandits de grand chemin, kidnappent des gens, demandent des rançons. Ils bénéficient de la manne illégale des migrants qui vont vers le nord.
Au centre du Mali entre Dogon et Peuls ont cohabité pendant des siècles.
La jeunesse africaine a un sentiment contre les hommes politiques français. La France adoube le président militaire au Tchad et refuse de le faire au Mali. Les Maliens sont partis avec la France pour repousser les djihadistes. De nombreux militaires maliens sont morts dans cette guerre.
Le Français ne sait pas ce que fait le gouvernement français en Afrique. Il y a des intérêts économiques majeurs que l'on ne soupçonne pas. « Etre arrogant comme un Français en Afrique francophone ». Les Français se voient en territoire conquis, ont la priorité sur

tous les marchés. A ce jour, la concurrence de la Chine et de la Russie permet à la population de mieux voir ce qui se passe.
Pendant les 7 ans passés au Mali, l'armée française n'a pas arrêté les kidnappings, les associant. Cette situation conduit à un ras le bol.
Les militaires maliens sont sans complexes, ils n'ont pas connu la colonisation. Ils ont fait des études supérieures, ils voient les choses différemment.
Que la France change de logiciel dans sa manière d'approcher ces marchés.
Nous ne sommes pas des anti-français mais la politique africaine de la France donne à réfléchir. Cela ne signifie pas que les Français sont coupables de tout.
La démographie africaine n'est pas sous contrôle. Ils laissent partir la jeunesse (exode) car elle ne va pas accepter ce que les anciens acceptaient.
L'espoir de la jeunesse africaine à l'arrivée de Macron était grand. Ce qui s'est passé (avant) c'est passé ? passons à un échange donnant donnant. Mais nos dirigeants sont cupides et ne donnent pas de retour.

Le Maroc ne peut-il jouer un jeu dans cette relation ? Le Maroc a une stratégie pour servir d'interface culturelle économique.

Le Maroc fait partie des poids lourds de l'Afrique en médecine, université... Beaucoup de nos dirigeants vont se faire soigner au Maroc avant d'aller en France. Mohammed VI a développé des partenariats avec le Sénégal et le Mali. Le Maroc peut jouer un grand rôle dans la formation.

Quand la France est venue au Mali, les Djihadiste ont été repoussés jusqu'au grand nord. L'armée française a demandé de ne pas rentrer sur Kidal. Car dans son combat pour le Djihadiste, elle a conclu un pacte avec le mouvement l'Azawad.
Pendant 7 ans, l'armée française a fait du mieux qu'elle pouvait. Mais au vu et su de la population, elle n'a pas bouclé le sujet. Il y a eu des attaques au centre du Mali qui brûlaient des bus avec des gens dedans.
L'armée malienne cherche d'autres partenaires comme les Russes, les Chinois. La France a déclaré que cela ne pouvait être qu'elle (seule) pour les aider.

Je confirme ce qui a été dit sur le Maroc qui a pris un poids économique considérable notamment dans le BTP en Afrique centrale et occidentale.

Est-ce que ce ne sont pas les intérêts économiques qui pilotent la dynamique ?

Tout pays qui peut aider le Mali est le bienvenu, mais le Mali ne peut pas ne rien recevoir en retour.

La France a longtemps bénéficié de cette coopération. Les entreprises attendent un retour et les leaders politiques leur sont redevables.

Les leaders politiques sont addicts au pouvoir et au troisième mandat.

Ces problèmes se posent beaucoup moins en Afrique anglophone. Y a t il une différence avec l'East African Coopération ? Au Rwanda ou au Botswana des startups créées par des africains sont présentes.

Ne pas oublier la responsabilité des responsables politiques.

Essayer d'aller de l'avant en ne restant pas bloqué sur le colonialisme et l'esclavage. Il convient de raisonner en terme de gagnant-gagnant et de bien garder en tête que chacun défend ses intérêts.

Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du Club
Maison des associations 27 rue Denfert Rochereau 69004 LYON (bulletin ci-joint)

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

notre site http://www.convaincre-rhone.fr/